



57^e réunion du Bureau exécutif, avril-mai 2021

RESOLUTION DU BUREAU EXECUTIF CONDAMNANT LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE AU MYANMAR ET EXIGEANT LE RESPECT DES ELECTIONS DEMOCRATIQUES ET DES DROITS HUMAINS

Le Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation du 19 et 20 avril 2021.

1. Condamne fermement
 - a. Le coup d'État militaire au Myanmar et les arrestations du président Win Myint, de la conseillère d'État Aung San Suu Kyi et d'autres dirigeant·e·s démocratiquement élu·e·s du parti de la Ligue nationale pour la démocratie, en violation de la Constitution, du droit national et des normes internationales ;
 - b. L'imposition de l'état d'urgence pendant un an et la répression violente de toutes les formes de protestations, y compris les manifestations pacifiques, les grèves et la désobéissance civile ;
 - c. Le meurtre et la détention de syndicalistes et d'autres militant·e·s de la démocratie ;
 - d. L'usage généralisé de la force, y compris les balles réelles, les gaz lacrymogènes, les canons à eau et les grenades paralysantes, qui a tué des centaines de personnes, dont des jeunes et des enfants ;
 - e. Le non-respect de l'État de droit et la violation des normes internationales en matière de droits humains, notamment les restrictions à la liberté d'expression, à la liberté d'association et à la liberté académique ;
 - f. La détention du Dr Sean Turnell, conseiller économique d'Aung San Suu Kyi, et membre du *National Tertiary Education Union* d'Australie ;
 - g. L'occupation des écoles et des universités par les forces de sécurité et les autres attaques contre le système éducatif ;
2. Constate avec une grande inquiétude les éléments suivants
 - a. Plus de 110 éducateur·rice·s ont été arrêté·e·s. Les perquisitions porte-à-porte ont contraint de nombreux enseignant·e·s et fonctionnaires à vivre dans la clandestinité. De nombreux fonctionnaires ont été licenciés ou contraints de reprendre le travail ;
 - b. Les membres et les dirigeant·e·s de la Myanmar Teachers' Federation et d'autres syndicats de l'éducation de base et de l'enseignement supérieur ont été arrêtés sur la base de fausses accusations ;
3. Apporte son plein soutien et sa solidarité aux
 - a. Enseignant·e·s, travailleur·se·s, étudiant·e·s et autres démocrates dans leur lutte pour sauver les résultats d'élections libres et retrouver la voie de la démocratie ;



- b. Dirigeant·e·s et membres des syndicats de l'éducation et leurs alliés de la société civile qui ont fait preuve d'un grand courage et d'une grande détermination dans la lutte pour la démocratie, l'État de droit et les droits humains et syndicaux au Myanmar.

Le Bureau exécutif, par conséquent :

4. Exige que les dirigeant·e·s *de facto* du Myanmar mettent immédiatement fin à toutes les violences et rendent le pouvoir aux dirigeant·e·s élu·e·s et au Parlement ;
5. Appelle le Conseil de sécurité des Nations unies à
 - a. Condamner fermement le coup d'État militaire et les violences et atrocités qui ont suivi à l'encontre de la population ;
 - b. Exiger la reconnaissance des résultats des élections et faciliter la reprise de la démocratisation du Myanmar ;
 - c. Imposer des sanctions aux chefs militaires responsables du coup d'État et à leurs intérêts économiques ;
 - d. Identifier les fournisseurs de technologies de surveillance et autres technologies sophistiquées et prendre des mesures pour couper l'approvisionnement de ces outils d'oppression et de terreur ;
6. Appelle les gouvernements nationaux et l'Union européenne à
 - a. Aller au-delà des mots et prendre des mesures concrètes pour affaiblir la dictature militaire du Myanmar ;
 - b. Revoir les accords commerciaux et d'investissement, y compris dans le cadre des systèmes de préférences généralisées, et éliminer tout ce qui favorise les intérêts économiques des dirigeants militaires et les aide à rester au pouvoir ;
 - c. Restreindre l'aide étrangère et les autres programmes d'assistance et éviter toute mesure qui profite aux militaires ;
 - d. Intervenir auprès des entreprises et des banques pour mettre fin à tout investissement et activité soutenant le régime *de facto* ;
7. Demande aux organisations membres de l'IE de
 - a. Contacter les gouvernements nationaux pour qu'ils adoptent immédiatement des mesures politiques et économiques pour mettre fin à l'état d'urgence, arrêter le massacre des civils, libérer les détenus et reprendre la transition vers la démocratie ; et
 - b. Contribuer au Fonds de solidarité de l'IE pour le Myanmar afin de soutenir ceux qui sanctionnent le régime militaire sur le terrain en se mobilisant et en faisant grève en faveur de la démocratie.